

# **L' AIDE HUMANITAIRE MUSULMANE AU SUD LIBAN EN 2006 : LES PREMICES D' UN DIALOGUE NOUVEAU ENTRE CHIITES ET EUROPEENS ?**

par Marc André Lagrange\*

## **Résumé**

*En étudiant la réponse humanitaire des ONG musulmanes à la crise israélo-libanaise de juillet-août 2006, cet article analyse l' émergence d' une puissance chiite au Moyen Orient et son influence sur les relations entre les pays arabes et l' Union Européenne. Une présentation des différents acteurs, de leurs contraintes et du calendrier de leurs interventions introduit les organisations humanitaires musulmanes présentes durant et après les hostilités. Les choix et registres d' action sont ensuite analysés en fonction des enjeux communautaires propres à l' Islam et au Moyen Orient. Puis ils sont replacés dans une perspective politique régionale et internationale, plus particulièrement sous l' angle des divergences dans les relations entre les pays arabes, l' Union Européenne et les Etats-Unis. L' objectif est de montrer comment les actions de solidarité musulmanes au Liban en 2006 sont le reflet du nouvel équilibre qui est en train de se dessiner, tant au Moyen Orient qu' au sein de l' Islam.*

*Les ONG étudiées sont les suivantes : Islamic Relief Worldwide (IRW), Muslim Hands (MH), Qatar Charity (QC), International Islamic Charitable Organisation (IICO) et Al Eslah Society (Human Welfare Committee).*

## **Introduction**

Les guerres au Liban ont toujours joué un rôle important dans l' évolution des relations régionales et internationales au Moyen Orient. Le dernier conflit en date, du 12 juillet au 14 août 2006, n' échappe pas à la règle. Sa particularité est qu' il n' a pas été un affrontement classique entre Arabes et Israéliens, dans le sens où l' Etat hébreux a combattu une milice chiite, le Hezbollah, et a prétendu cibler une seule communauté. Autre singularité, des divergences sont apparues dans le camp occidental. Durant ces 33 jours de guerre, l' Union Européenne a prôné une résolution rapide du conflit et s' est opposée aux Etats-Unis, qui ont tout fait pour prolonger les hostilités. Enfin, les combats ont signalé la montée en puissance des Chiites, devenus des acteurs majeurs de la sous région.

De ce point de vue, les prises de positions des différents pays arabes à propos du conflit ont été révélatrices des changements en cours. Au sein de l' Islam il n' y a pas de séparation entre le spirituel et le temporel. Tout acte s' appuyant sur une base religieuse a donc forcément un prolongement politique, y compris lorsqu' il s' agit d' aumône. En Islam, le croyant se doit en l' occurrence de contribuer à la zakat. Cet « impôt humanitaire » est bien souvent prélevé par les gouvernements et nombre de musulmans ont le sentiment qu' il finance un agenda politique plus qu' une aide charitable et désintéressée <sup>1</sup>. Les organismes humanitaires internationaux musulmans, dont une partie des fonds sont issus de la zakat, n' y font pas exception<sup>2</sup>. Parce qu' ils ne participent pas aux systèmes de coordination des Nations Unies, leur aide est convoyée en dehors des circuits habituels. Analyser les relations entre les acteurs du Moyen Orient à travers le

prisme humanitaire permet ainsi d'approcher des changements complexes et souvent difficiles à déceler.

### **L' aide d'urgence des ONG musulmanes au Sud Liban**

Durant le conflit, les ONG musulmanes sont essentiellement intervenues depuis l'étranger. A l'exception d' Islamic Relief Worldwide (IRW) et de Muslim Hands (MH), elles n'ont en effet pas ou peu la capacité opérationnelle de répondre directement à des situations d'urgence en déployant des équipes sur place. De plus, le financement d'aides par organisme interposé risquait moins de compromettre les Etats bailleurs de la région. C'est notamment le cas d' Islamic Relief Worldwide et de Muslim Hands, qui sont basées au Royaume Uni.

Pendant le déroulement des hostilités, Muslim Hands a en l'occurrence concentré ses efforts sur l'accueil des déplacés de guerre à Saïda, ville sunnite du Sud Liban. Dès le début du conflit, le 29 juillet, Islamic Relief Worldwide est quant à elle intervenue à Nabatiyeh, un bastion du Hezbollah. Durant le cessez le feu du 1er et 2 août, elle a convoyé avec l'ONG française Première Urgence des vivres alimentaires qui ont été distribués dans les villages autour de Cana. Le 5 août, elle obtenait alors une subvention du bureau spécialisé de l'Union Européenne, ECHO (European Community Humanitarian Organisation). Ce fut d'ailleurs la seule ONG musulmane à être financée directement par un bailleur institutionnel occidental<sup>3</sup>.

Bien qu'absents du terrain, d'autres organismes de solidarité musulmans n'en ont pas moins été actifs durant le conflit, notamment pour faciliter l'accueil des déplacés. La Fondation Hariri, en particulier, a reçu un volume d'aide en nature et en financement très significatif, principalement d'Arabie Saoudite. Au dernier jour de la guerre, le 14 Août, Qatar Charity (QC), International Islamic Charitable Organisation (IICO) et Al Eslah Society (Human Welfare Committee) ont pour leur part décidé de s'associer en chargeant Islamic Relief Worldwide de distribuer leur aide au Sud Liban. Une fois la situation militaire stabilisée, les deux premières ont ensuite commencé à mettre en œuvre leurs propres programmes sur place.

En revanche, des ONG comme l'International Islamic Relief Charitable Organisation (IIRCO) et l'African Muslim Association (AMA) ont été complètement absentes du théâtre des opérations, contrairement à ce qui s'est passé pour les conflits afghan, irakien ou somalien. Le contexte de « la guerre contre le terrorisme » n'y est pas pour rien. Ces deux ONG sont en effet sur la liste noire des organisations terroristes, dressée par l'Etat hébreu et son allié américain. De plus, Israël a refusé de garantir la sécurité des humanitaires durant le conflit, y compris pour les équipes occidentales de Médecins sans frontières ou du Comité international de la Croix-Rouge. Mieux encore, les forces armées israéliennes (IDF) ont assimilé à des cibles légitimes les ONG considérées comme terroristes<sup>4</sup>.

### **Le choix des interventions**

Durant le conflit, l'insécurité et le non respect de la neutralité des acteurs humanitaires ont indéniablement limité l'action et le nombre d'organisations internationales présentes sur la ligne de front. Au lendemain du cessez le feu, le Hezbollah a annoncé qu'il financerait la reconstruction des habitations

bombardées et que les familles sans abris recevraient une aide de dix mille dollars pour se reloger. Peu après, la Fondation Hariri s' est engagée à reconstruire les principaux ponts détruits. A leur manière, de telles annonces ont également contribué à limiter le choix des interventions post conflit de l'ensemble des ONG, en les contraignant à développer des programmes relativement similaires. La remarque vaut pour les organisations qui travaillaient déjà au Liban avant le début des hostilités, à commencer par Islamic Relief Worldwide et Muslim Hands, qui menaient depuis 2005 des activités en faveur des orphelins<sup>5</sup>.

Ces deux ONG coopèrent en l' occurrence avec les mêmes partenaires locaux, à savoir l' Islamic Welfare Association (ISWA) et sa branche médicale, l' Islamic Medical Association (ISMA). Mais des différences sont apparues. Outre son aide alimentaire, Muslim Hands a financé des ambulances et limité son champ d' intervention aux villes à dominante sunnite de Saïda et Tyr. En revanche, Islamic Relief Worldwide a fait le choix de ne pas s'impliquer dans les secours médicaux. Elle a commencé à financer les actions d' urgence d' ISWA à partir du 14 juillet 2006 et, durant toute la durée du conflit, elle a surtout distribué des vivres pour les personnes déplacées à l' intérieur du Liban ou réfugiées en Syrie. Parce qu' elle recouvre l'ensemble des courants de l' Islam, Islamic Relief Worldwide n' a visiblement pas eu de difficultés d' ordre confessionnel à travailler auprès des deux types de populations, sunnites à Saïda et Tyr, chiïtes à Nabatyie. Sur le plan géographique, son objectif a d' abord été d' être auprès des victimes dans les principales villes du Sud Liban, le plus près possible de la ligne de front. Après le conflit, tant Islamic Relief Worldwide que Muslim Hands ont ensuite développé des programmes d' aide sanitaire dans une zone à dominante sunnite proche de Naqoura et frontalière d' Israël. Guidée par ses partenaires libanais de l' Islamic Welfare Association, Islamic Relief Worldwide a par ailleurs entrepris de ravitailler des réfugiés palestiniens à Baalbek, eux aussi sunnites, et des villages chiïtes dans la région de Nabatiyeh et Bent Jbail<sup>6</sup>.

D' autres organisations tenues par des Sunnites ont également œuvré en faveur des Chiïtes victimes de la guerre. Une semaine après le cessez le feu, Qatar Charity (QC) a mis en œuvre des programmes d'aide alimentaire auprès des populations du Sud Liban et des réfugiés palestiniens. Le mois suivant, en septembre, l' organisation s' est impliquée dans la reconstruction d'urgence en fournissant des réservoirs d' eau et des vivres aux villages chiïtes frontaliers d' Israël. Dans le même temps, le gouvernement du Qatar a annoncé qu'il allait financer la reconstruction des infrastructures publiques détruites, y compris, donc, dans les zones chiïtes du Sud Liban. A l' inverse, l'ONG koweïtienne International Islamic Charity Organisation a décidé d'intervenir uniquement auprès des camps de réfugiés palestiniens et sunnites de Saïda et Tyr.

### **L' action humanitaire : un message politique**

De fait, l'aide humanitaire musulmane est principalement issue de la communauté sunnite avec le soutien d' autorités religieuses qui ne reconnaissent pas toujours les chiïtes comme des musulmans. De ce point de vue, le conflit libanais de 2006 a mis en évidence les divergences entre deux groupes qui se sont violemment opposés par le passé. En dépassant le schéma habituel d' une confrontation israélo-arabe dans un cadre étatique, la guerre a exacerbé les clivages entre musulmans et placé au premier plan une milice communautaire aux ramifications internationales, alliée de l' Iran et de la Syrie. Aujourd' hui au

Liban, beaucoup de Sunnites soutiennent le mouvement anti syrien contre les Chiites du Hezbollah. Dans les pays à dominante sunnite de la région, on tend aussi à considérer le Hezbollah comme une organisation terroriste au service du pan chiisme, et non comme une formation politique représentée au parlement à Beyrouth.

Dès le début du conflit, par exemple, le gouvernement saoudien a clairement désapprouvé la capture de soldats israéliens par la milice chiite<sup>7</sup>. S' il allait dans le sens des intérêts américains, le message était d' abord et avant tout destiné à la communauté musulmane. La position de Riyad contre la milice chiite visait essentiellement à souligner que seuls les pays arabes et sunnites étaient légitimement habilités à défendre la cause palestinienne. A en croire les Saoudiens, l' aventurisme du Hezbollah a en réalité été contreproductif de ce point de vue. En premier lieu, il a largement contribué à détruire les infrastructures qui servaient les réfugiés palestiniens au Liban<sup>8</sup>. De plus, il a détourné l' attention des médias et permis à l' armée israélienne de réprimer discrètement les contestations dans la bande de Gaza, pendant que la communauté internationale avait les yeux tournés vers le conflit avec le Hezbollah. Loin d' aider la cause des territoires occupés, le coup d'éclat de juillet 2006 a plutôt renforcé la puissance chiite, démontré la capacité de nuisance de l' Iran et éclipsé l'action des pays arabes en Palestine. L' affaire a surtout révélé l' entrisme et les velléités hégémoniques d' un mouvement qui, historiquement, avait toujours apporté un soutien limité aux Palestiniens<sup>9</sup>.

En Arabie Saoudite<sup>10</sup> et au Koweït<sup>11</sup>, les autorités religieuses sunnites et wahhabites se sont également prononcées contre le Hezbollah, qu' elles ont parfois condamné explicitement. Ce faisant, elles ont énoncé la conduite à tenir pour la communauté sunnite et guidé les modalités de son aide en faveur des victimes chiites. Leur influence morale et politique n' a pas été négligeable. De Muslim Hands à l' International Islamic Charitable Organisation, la plupart des ONG musulmanes ont concentré leurs efforts sur les camps de réfugiés et les villages sunnites du Sud Liban. Alors que les besoins les plus criants étaient ailleurs, toutes ont notamment entrepris d' aider les Palestiniens, considérés comme les « véritables martyrs de l' Islam au Moyen Orient ». Au-delà des aspects purement symboliques, leur action humanitaire a servi à réveiller les liens historiques et culturels avec une communauté très majoritairement sunnite mais désormais gagnée par l' activisme du Hezbollah.

Les programmes d' aide à destination des autres types de populations déplacées par le conflit n' ont pas été moins politiques. En effet, la communauté sunnite du Liban n' est pas unie. Une bonne partie ne se reconnaît pas dans le "mouvement du 14 Mars", qui s' est constitué après l'assassinat du Premier Ministre Rafic Hariri et qui recrute principalement dans la bourgeoisie sunnite et anti-syrienne de Beyrouth, quitte à être taxé de pro saoudien et pro américain<sup>12</sup>. Les sunnites du Sud Liban, en particulier, s' identifient davantage au Hezb al Tahrir, un parti politique religieux qui prône le retour au califat et le soutien armé à la cause palestinienne. Avant le conflit, cette formation défiait ouvertement le Hezbollah dans les villes à majorités sunnites de Saïda et Tyr<sup>13</sup>. Dans un tel contexte, les opérations de secours des ONG musulmanes devaient prendre tout leur sens politique, en particulier lorsqu' elles ont été canalisées sur place par des partenaires locaux comme ISWA, qui est proche du Hezb al Tahrir.

Certes, Islamic Relief Worldwide a essayé de respecter ses principes de neutralité

pour aider les deux communautés sunnite et chiite en fonction de leurs besoins réels et non de leur affichage confessionnel. Bien que basée au Royaume-Uni, l'organisation n'est pas perçue comme occidentale et a réussi à travailler avec les villageois chiites de Nabatiyeh<sup>14</sup>. Mais elle s'est bien gardée d'établir une présence permanente dans les bastions du Hezbollah et a maintenu sa base opérationnelle dans la ville sunnite de Saïda. Absentes du Liban, ses organisations sœurs en France et aux Etats-Unis ont également concentré leurs efforts sur la communauté sunnite en envoyant des dons en nature. Islamic Relief USA a ainsi fourni 80 tonnes de matériel médical à la Fondation Hariri. En partenariat avec la direction des affaires humanitaires du gouvernement français, le Secours Islamique Mondial a quant à lui donné des vivres au Comité International de la Croix-Rouge.

Financés par le bureau des urgences (ECHO) de l'Union Européenne, les programmes d' Islamic Relief Worldwide à destination des populations chiites de Nabatiyeh ont en réalité répondu aux attentes politiques de Bruxelles. Un échange de bons procédés. Pour l'Union Européenne, il s'agissait tout à la fois de se dissocier de la position américano-britannique et de se gagner la sympathie des chiites afin de préparer son intervention militaire dans le Sud Liban. Pour Islamic Relief Worldwide, il s'agissait d'affirmer sa neutralité et de bénéficier de la protection relative qu'un financement d'ECHO pouvait offrir contre les bombardements d'une armée israélienne peu désireuse de créer un incident diplomatique avec Bruxelles.

### **Un nouvel équilibre dans la maison de l'Islam**

D'une manière générale, l'aide humanitaire au Sud Liban doit être replacée dans un contexte plus global qui signale la montée en puissance du chiisme et de l'islamisme. Soutenus par l'URSS du temps de la guerre froide, les mouvements nationalistes des musulmans sunnites sont aujourd'hui en perte de vitesse, tandis que la pérennisation de la présence militaire des Etats-Unis dans la région légitime l'activisme des groupes fondamentalistes. Surtout, l'invasion de l'Irak en 2003 et l'installation d'un gouvernement chiite à Bagdad en 2006 ont bouleversé l'équilibre des forces en présence. Avec la perte de l'Irak, rempart traditionnel des Arabes contre les Perses, les pays du Golfe alliés aux Etats-Unis craignent à présent l'apparition d'un « croissant chiite » allant de l'Iran au Liban. Les prétentions de Téhéran à se doter de l'arme nucléaire et à affirmer sa suprématie régionale ne sont pas de nature à les rassurer. La doctrine des mollahs iraniens ne veut-elle pas que "l'Etat-nation [soit] appelé à se dissoudre un jour dans la victoire finale du chiisme et le triomphe de l'Islam<sup>15</sup>" ?

Dans cette perspective, l'intervention humanitaire des pays du Golfe au Sud Liban a pris une forte dimension stratégique. Il est vrai qu'il existait des précédents. Après l'invasion du Sud Liban par Israël en 1982, le Koweït et l'Arabie Saoudite avaient déjà été les principaux bailleurs de la reconstruction du pays. Pendant la crise de 2006, l'objectif a cette fois été d'endiguer la montée du chiisme et de réaffirmer les positions doctrinales des sunnites à propos de la Palestine. Par hostilité au Hezbollah, de telles considérations politiques ont largement conditionné les modalités de distribution des secours. Tant le Koweït que l'Arabie Saoudite ont en l'occurrence décidé de n'aider que les sunnites libanais et les réfugiés palestiniens, reconnus comme les seuls « combattants légitimes » de la cause arabe. De façon significative, Riyad a notamment choisi de travailler avec la Fondation Hariri, une institution créée par l'ancien Premier

Ministre assassiné. Or Rafic Hariri était l'homme lige des Saoudiens au Liban face au Président Émile Lahoud, maintenu au pouvoir grâce à l'appui des Syriens. Par le biais de la Fondation Hariri, Riyad a ainsi exprimé son soutien à la majorité parlementaire, qui veut mettre fin aux ingérences de la Syrie au Liban, alors que l'opposition, menée par le Hezbollah, est proche de Damas. À travers son aide à la reconstruction, l'Arabie Saoudite a finalement réaffirmé son soutien à l'État Libanais et aux mouvements sunnites pro-américains. Son message politique et religieux a tout à la fois condamné le Hezbollah et les prétentions chiites à incarner un Islam populaire, d'une part, et les entreprises de déstabilisation de la Syrie et de l'Iran, d'autre part.

Parmi les pays du Golfe, le Qatar et les Émirats Arabes Unis ont fait exception de ce point de vue. Leur aide humanitaire a en effet ciblé les Chiites du Sud Liban, quitte à servir les intérêts de l'Iran. Dès août 2006, par exemple, la Qatar Charity a commencé à approvisionner les villages chiites de Bent Jbail, Khiam et Rmeich. Son action s'explique en grande partie par les particularités d'un émirat dont la population recense une forte proportion de Chiites et qui, historiquement, entretient des relations étroites et anciennes avec l'Iran. Résultat, le Qatar a marqué sa différence tout au long de la crise libanaise, au risque de se dissocier des positions de ses alliés saoudien et américain. Très actif dans le processus de recherche de la paix, il a notamment été le seul pays du Moyen-Orient à annoncer sa volonté de participer militairement à la force internationale montée par l'Union Européenne le long de la frontière israélienne, la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban). Ce faisant, le Qatar s'est non seulement démarqué de Washington, mais aussi s'est rapproché de Bruxelles.

De fait, l'opération de la paix au Sud Liban a principalement été une initiative européenne qui, à sa manière, a révélé l'ampleur des divergences avec les États-Unis, en l'occurrence sur la base d'une « rancœur commune » contre l'impérialisme américain<sup>16</sup>. Les enjeux politiques de l'aide humanitaire n'en ont été que plus évidents. Financée par Bruxelles, Islamic Relief Worldwide a ainsi permis de nouer un dialogue avec les communautés chiites et sunnites. En tant que partenaire des instances onusiennes, elle a par ailleurs été un trait d'union entre les organismes d'aide musulmans et occidentaux. Un tel positionnement n'a certes pas été sans rencontrer des difficultés et a suscité des incompréhensions de la part d'employés et de partenaires locaux qui craignaient de voir l'ONG y perdre son identité. Bien que basée en Grande-Bretagne, Islamic Relief Worldwide veut en effet être le représentant de l'aide humanitaire musulmane en Occident, et non l'inverse. Son opposition à l'impérialisme est bien aussi structurant que sa référence au sunnisme par rapport au chiisme. Or l'Union Européenne incarne l'Occident aux yeux d'un bon nombre d'Arabes : certains de ses États membres, et non des moindres, ont un passé colonial, sont proches des États-Unis, soutiennent Israël, critiquent les dictatures du monde musulman et ont fait des ouvertures en direction de l'Iran et des communautés chiites, au risque de mécontenter les organismes caritatifs sunnites. Pour Islamic Relief Worldwide, un financement de Bruxelles pouvait donc apparaître comme une forme de compromission.

## **Conclusion**

Les ONG humanitaires musulmanes qui travaillent depuis l'Occident ont finalement été les témoins privilégiés des changements en cours au Liban et, d'

une manière plus générale, dans la région. Les modalités de leur aide ont reflété et accompagné l'émergence d'une puissance chiite, les divisions fratricides de la communauté sunnite et les revers des Occidentaux dans un pays qui, selon l'Iran, devrait voir la prochaine victoire des islamistes sur les forces américaines au Moyen Orient <sup>17</sup>. Du côté européen, la distribution de secours aux victimes chiites du conflit de 2006 a servi à engager une négociation difficile avec le Hezbollah au moment où les troupes de la FINUL devaient se déployer le long de la frontière israélienne. Du côté d'ONG comme la Qatar Charity ou Islamic Relief Worldwide, il s'agissait de poser les bases d'un nouveau dialogue avec l'Occident.

[1] KRAFISS Jamal, L'influence de la religion musulmane dans l'humanitaire, Revue Internationale de la Croix Rouge, vol 87, n°858, 2005, p327-34.

[2] GANDAOUR Abdel Rahman, Jihad humanitaire : enquête sur les ONG islamiques, Paris, Flammarion, 2002, 345p.

[3] En dépit d'un accord de partenariat avec Islamic Relief Worldwide, la coopération britannique (DFID) a en revanche préféré travailler au Sud Liban avec des ONG "politiquement correctes" et "occidentales" comme Oxfam.

[4] Durant le conflit, les forces armées Israéliennes (IDF) ont fait savoir à plusieurs reprises par voix de presse, radio et télévision qu'elles se réservaient le droit d'attaquer les cibles qu'elles estimaient légitimes. Après une première semonce le 3 août, elles ont systématiquement détruit tous les véhicules circulant au Sud du fleuve Litani entre le 10 et le 14 août.

[5] Les programmes d'aide aux orphelins sont une constante de la charité musulmane : une tradition islamique basée sur l'Hadith Bukharit.

[6] Islamic Relief, Lebanon final report, October 2006, 48p.

[7] Communiqué officiel du 14 juillet 2006, Riyad

[8] Le 30 juillet, en réaction au bombardement de Cana dans le Sud Liban, le bâtiment officiel de l'UNRWA (l'agence onusienne d'aide aux réfugiés palestiniens) a ainsi été saccagé par une foule acquise au Hezbollah.

[9] SAMAAN Jean-Loup, Les dominos de l'islam, Paris, Institut Français d'Analyses Stratégique, 1/02/2006, [www.strato-analyse.org](http://www.strato-analyse.org).

[10] Sheik Abdullah Bin Jabreen, Riyad, 20 juillet 2006.

[11] Sheik Hamid al-Ali, The Sharia position on what is going on, Riyad, 12 juillet 2006.

[12] Entretiens avec le directeur général d'Islamic Welfare Association, Saïda, 20 juillet au 15 Septembre 2006.

[13] SAMAAN, Jean-Loup ; Le Hezbollah fait-il basculer l'équilibre des puissances au Moyen-Orient ? Paris, Institut Français d'Analyses Stratégique, 18/07/2006, [www.strato-analyse.org](http://www.strato-analyse.org).

[14] Voir l'article du responsable des opérations d'urgence d'Islamic Relief

Worldwide : OSMAN Moustafa, Western NGOs and Islam: how to counter the image of "missionaries and spies", Bruxelles, Europe's World, Automne 2006, [www.europesworld.org](http://www.europesworld.org).

[15] THUAL François, Géopolitique du chiisme, Paris, Arléa, 1995, 115p.

[16] LEWIS Bernard, The crisis of Islam, Washington, The Random House Publishing Group, 2003, 204p.

[17] L'orient le jour (Beyrouth), 17/11/2006, p1.

*\* L' auteur a travaillé au Liban pour une des ONG musulmanes présentes pendant et après la crise.*